



Le Président Paul Biya et son régime viennent d'initier et rendre public ce qu'ils ont appelé un plan d'assistance humanitaire d'urgence de 12, 7 milliards de F CFA pour venir en aide aux populations Anglophones, victimes de la crise Anglophones en cours.

Toutefois, il est prévu dans ses textes baptismaux que ce plan sera financé par les institutions publiques, la population du Cameroun entier, les entreprises privées, sans exclure les partenaires étrangers du Cameroun. D'ailleurs, la France a d'ores et déjà annoncé sa contribution financière à ce plan, avant même que les camerounais ne commencent à cotiser pour ce dernier.

Ces fonds ainsi collectés seront gérés par le ministre de l'administration territoriale (MINAT), c'est-à-dire par le gouvernement lui-même.

Il en résulte qu'il s'agit ni plus ni moins, d'une levée de fonds planifiée et lancée par le gouvernement camerounais, supposément pour aider les Anglophones victimes de la guerre que mène le Président Biya, et que ces fonds levés seront gérés par l'État Camerounais, tout en poursuivant la même guerre qui génère la souffrance des anglophones.

Si le régime du Président Biya est moindrement sérieux dans sa volonté de soulager nos compatriotes Anglophones des souffrances et préjudices résultantes de la guerre qu'il a lui-

même déclarée et mène contre cette composante du peuple camerounais, la première chose à faire est de convoquer d'urgence toutes les parties prenantes de ce conflit autour d'une table de négociation sans exclusive et sans préconditions, pour négocier la fin définitive et immédiate de la guerre.

Ce faisant, la crise humanitaire s'amointrira substantiellement avec le retour rapide des réfugiés chez eux pour reprendre en main leurs activités productives. La nécessité de l'aide humanitaire cédera alors rapidement sa place à la reconstruction permanente de la zone sinistrée.

Il va sans dire que lorsque viendra cette phase de la reconstruction de la zone sinistrée, dans un contexte de paix permanent retrouvée de suite des négociations inclusives ci-dessus évoquées, ça sera le devoir moral et patriotique de tout Camerounais, y compris nous-mêmes, de contribuer généreusement et avec enthousiasme à la levée de fonds qui sera alors lancée à cet effet.

Malheureusement, force est de constater qu'aucune condition minimale de confiance n'est remplie en ce moment, pour donner quelque crédibilité que ce soit au plan d'aide humanitaire ainsi décrété hâtivement par le Président Paul Biya, et venté à gorge déployée par les thuriféraires de son régime à travers les media d'État.

En effet, étant donné l'absence de toute négociation de paix entre les protagonistes du conflit, l'approche unilatérale du régime du président Biya, le contexte ininterrompu de la guerre civile qui se poursuit sans relâche, des questions légitimes se posent tant sur le plan conceptuel que sur le plan de la mise en œuvre de ce plan d'assistance humanitaire d'urgence du Président.

Sur le plan conceptuel, initier un plan de reconstruction sans mettre d'abord fin à la guerre ou sans entrevoir la fin de celle-ci ne serait-ce qu'en convoquant les pourparlers de paix, est une abomination. De plus, parler de plan humanitaire sans entrevoir le cessez-le feu préalable entre les belligérants est un non-sens, un anachronisme.

Sur le plan de la mise en œuvre, il sera impossible de réaliser quelque reconstruction que ce soit en pleine guerre, car les travailleurs humanitaires n'auront pas la sécurité requise pour œuvrer dans quel que chantier que ce soit. Toute construction sera immédiatement détruite par les autres belligérants! De même, toute œuvre humanitaire dans une zone qui est le théâtre d'opérations de la guerre est impossible sans un cessez-le feu préalable conclu entre les belligérants armés. Un seul des protagonistes de la guerre, soit-il le Président de la République, ne peut déclarer unilatéralement un cessez-le feu.

La seule conclusion logique que peut tirer un esprit raisonnable et objectif, qui a observé la mauvaise foi récurrente et les fourberies successives du Régime Biya tout au long de la crise Anglophone, est que cette nouvelle initiative du Président est une autre tentative de tromperie de plus.

Il nous paraît clair et évident que ce fameux plan d'assistance humanitaire d'urgence du Président Biya dont il est question, n'est qu'une levée de fonds déguisée du régime pour financer sa guerre qu'il a unilatéralement décrétée contre nos concitoyens Anglophones.

En effet, les coûts de la guerre contre les Anglophones sont devenus beaucoup plus faramineux qu'initialement prévus, et la fin de la guerre ne semble pas en vue. Les caisses de l'État camerounais sont vides et les bailleurs de fonds sont de plus en plus sensibles, frileux et timides pour continuer à financer les crimes de guerre du Président Biya contre l'humanité des Anglophones.

Face à cette crise de trésorerie, le Président Biya et son régime ont cru trouver la ruse du siècle, à double balles, pour du même coup lever les fonds pour continuer la guerre contre les Anglophones d'une part, et tromper la communauté internationale sur l'engagement du gouvernement camerounais à assurer lui-même l'aide humanitaire auprès des Anglophones.

C'est cela, à notre avis, la réalité du petit jeu de cache-cache du régime Biya sur cet enjeu.

Il ne s'agit pas ici de simplement prendre notre parole pour l'évangile, mais de se référer aux forfaits similaires du régime dans un passé récent. Et oui, avant cette levée de fonds que nous décrivons dans cet article, il y a eu d'autres levées de fonds malicieuses du régime Biya dans le passé, qui nourrissent et justifient nos appréhensions.

En 1994, en soutien à l'équipe nationale de football pour sa préparation pour le Mondial de football organisé alors aux États-Unis d'Amérique, plus d'un milliard de Francs CFA de l'époque avaient été cotisés par le Cameroun tout entier pour l'équipe nationale dans le cadre de l'« Opération coup de cœur » sous l'initiative du régime Biya. L'importante somme d'argent qui avait été ainsi collectée au cours de cette opération n'est jamais parvenue à ses destinataires, les joueurs de l'équipe nationale de football. L'image de marque de notre pays fut traînée dans la boue et notre pays devint la risée du monde entier lorsque les joueurs Camerounais furent obligés de grever au Mondial de football, pour leurs primes.

Avant le fiasco de la levée de fonds du Mondial de 1994, il en fut pareil des fonds collectés au Cameroun et dans la communauté internationale en 1986 par le régime Biya supposément pour aider les victimes et réfugiés de la catastrophe qui résulta de l'explosion des gaz toxiques du lac Nyos du 21 août 1986, fonds qui ne parvinrent jamais à leurs destinataires, les réfugiés déplacés par cette catastrophe naturelle.

Ainsi, il y a déjà des cas précédents d'exemples de levées de fonds initiées par le régime Biya, supposément pour une bonne cause nationale, dont les fonds collectés ont disparu sans trace, sans jamais parvenir aux destinataires respectifs de ces quêtes et sans reddition de compte aucune.

Quoiqu'il en soit, si le régime du Président Biya est aujourd'hui moins sérieux dans sa volonté de soulager nos compatriotes Anglophones des souffrances et préjudices résultantes de la guerre que le Président Biya a lui-même déclarée contre eux, la solution la moins onéreuse et la plus efficace à long terme est la convocation urgente des négociations de paix définitive entre toutes les parties prenantes du conflit, sans exclusives et sans préconditions, sous l'égide de la communauté internationale ou de toute autre partie neutre acceptée de façon consensuelle par tous les protagonistes du conflit.

Non à la fourberie continuelle du gouvernement Camerounais, oui à la recherche honnête

d'une fin négociée et définitive de cette guerre inutile.

Dans un contexte de paix négociée et convenue par toutes les parties prenantes de ce conflit, nous nous associerons avec enthousiasme à tous les Camerounais pour contribuer généreusement à toute levée de fonds initiée pour la reconstruction de la zone Anglophone sinistrée par la guerre, guerre qui sera alors au passé.

Que vive le Cameroun uni, juste, inclusif, apaisé et maître de son destin.

Michael Fogaing, Porte-parole de Diaspora pour la Modernité-Diaspora for Modernity

N.B.:

Diaspora pour la Modernité est une organisation de la société civile de la Diaspora camerounaise, pour qui l'indépendance des institutions démocratiques les unes des autres est la pierre angulaire de son activisme politique au Cameroun. Elle est basée au Canada.